Sénat de Belgique.

SÉANCE DU 28 DÉCEMBRE 1840.

Rapport de la Commission chargée d'examiner le projet de Loi contenant le Budget des voies et moyens pour 1841.

MESSIEURS,

La Commission à laquelle vous avez soumis l'examen du Budget des voies et moyens, m'a confié la tâche honorable de vous en faire connaître le résultat.

Monsieur le Ministre des Finances, prévoyant que le Budget des voies et moyens, tel qu'il a été présenté, ne pouvait être discuté et voté aux deux Chambres avant l'expiration de l'exercice actuel, a formé un nouveau tableau, ne comprenant que les impôts directs et indirects, tels qu'ils existent actuellement. Comme la loi qui autorise ces impôts, n'est en vigueur que jusqu'au 31 décembre prochain, et qu'il résulterait une perte notable pour le Trésor, si la perception de ces impôts était interrompue, l'art. 1^{er} du nouveau projet vous propose d'en voter la continuation, toutefois avec une augmentation de trois centimes additionnels supplémentaires sur le principal de la contribution foncière.

Les rôles de la contribution foncière une fois confectionnés ne peuvent subir des modifications sans grand travail, et sans beaucoup de dépenses. M. le Ministre des Finances s'est trouvé dès lors dans la nécessité de s'écarter, à l'égard de cette nouvelle charge sur la propriété foncière, de la marche qu'il suivra à l'égard des majorations proposées sur d'autres branches du revenu public, en présentant sur chacune d'elles un projet de loi spécial, ou les faisant considérer comme tel.

Votre Commission est d'avis qu'il faudra accueillir l'art. 1 du projet, qui à la Chambre des Représentants a subi la modification sur celui ministériel, que les trois centimes seront seulement perçus sur le principal, et non sur les centimes additionnels.

Les besoins du Trésor exigent impérieusement qu'on lui crée de nouvelles ressources. Il est temps de mettre les recettes au niveau des dépenses, afin que des déficits nouveaux et accumulés ne nous obligent pas plus tard à des sacrifices bien plus onéreux et pénibles, que ceux que nous sommes dans la nécessité de faire actuellement.

Votre Commission a pensé qu'il serait inutile pour le moment de passer en revue chacun des articles dont le Budget est composé, puisque les mêmes ob-

(2)

jets seront derechef soumis à vos délibérations, lors du vote définitif sur les augmentations proposées, et la fixation définitive du chiffre total des voies et moyens, qui faisait l'objet de l'art. 3 du Gouvernement, et que la Chambre des Représentants a écartée momentanément.

Nous proposons aussi l'adoption de l'art. 2 du projet, concernant le service administratif de la poste rurale.

Ainsi que l'art. 3 qui a reçu sur le projet primitif la modification que la dette flottante, au lieu de 25,400,000 francs, laquelle somme le Gouvernement avait demandé de pouvoir maintenir en circulation, ou créer des bons du trésor, sera réduit à fr 24,400,000, le Ministre des Finances ayant notifié à la Chambre des Représentants qu'il pourrait y faire la réduction d'un million.

Le danger de maintenir une somme aussi considérable en bons du Trésor, a été signalé si souvent au Gouvernement, que votre Commission ne peut douter, que M. le Ministre des Finances ne s'empresse de proposer à la législature des mesures pour l'extinction partielle de cette dette.

Votre Commission a l'honneur de vous proposer, à l'unanimité, l'adoption de la loi.

Le Comte DE QUARRÉ.

Le vicomte DE JONGHE D'ARDOIE.

Le comte DUVAL DE BEAULIEU.

J. ENGLER, rapporteur.